



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<https://www.economiedistributive.fr/Nouveau-monde-nouveau-capitalisme>

Nouveau monde, nouveau capitalisme

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2009 - N° 1096 - mars 2009 -

Date de mise en ligne : mardi 31 mars 2009

Description :

Jean-Pierre Mon commente le colloque qui s'est tenu sur ce thème... et a dérapé !

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Un colloque a dérapé, ce qui prouve que la vraie question d'actualité est (enfin !) bel et bien celle qui constitue, depuis la création de La Grande Relève, en 1935, le principal sujet traité dans ses colonnes : l'après capitalisme. Jean-Pierre Mon commente, en partant de l'article d'Hervé Kempf Le chemin du postcapitalisme (Le Monde du 15 janvier 2009) :

Tel était le titre d'un colloque organisé par le secrétariat d'État chargé de la prospective, en partenariat avec Le Monde et le Financial Times. Il s'est tenu assez discrètement [1] à Paris le 8 janvier dernier. Il réunissait pourtant du beau monde : Sarkozy, la Chancelière allemande Angela Merkel, le nouveau retraité Michel Rocard, le directeur général de l'OMC (et néanmoins "socialiste") Pascal Lamy, le "prix Nobel d'économie" Joseph Stiglitz, l'économiste Jean-Paul Fitoussi, Wouter Bos, le ministre des finances des Pays Bas, Thomas Mulcair, député canadien, etc.

Ce titre avait au moins le mérite d'annoncer clairement que son sujet était tout bonnement de sauver le capitalisme. C'est d'ailleurs ce que soulignait en toute honnêteté Pascal Lamy : « L'ordre du jour ne comporte pas l'examen d'alternatives au capitalisme » par parenthèse, ce n'est pas pour autant que j'adhère à l'idée qu'il n'y a pas d'alternative » je ferme la parenthèse pour rester politiquement correct » (Sans doute un vieux réflexe de socialiste historique ?).

Sans imagination, Sarko, de son côté, essaya de sauver les meubles capitalistes : « Le capitalisme financier a perverti la logique du capitalisme [...] Le capitalisme c'est l'effort (pourtant, certains s'y enrichissent en dormant...), c'est le travail (surtout celui des autres...), c'est l'esprit d'entreprise, c'est la propriété privée, c'est l'investissement à long terme [...]. Mais la crise du capitalisme financier n'est pas la crise du capitalisme (???) [...]. Elle n'appelle pas à la destruction du capitalisme, qui serait une catastrophe (pour qui ?), mais à sa moralisation ».

Mais, pire que Sarko, le "socialiste moderniste", admirateur des socio-démocrates européens, Michel Rocard, l'homme qui a renoncé au changement social le jour où il a compris « qu'il y avait beaucoup plus de mitraillettes à droite qu'à gauche » [2], n'a pas craint d'insister : « Il faut commencer par cela : nous voulons conserver le capitalisme ! ».

La Chancelière allemande reprit l'antienne bien connue de la rigueur : « Les pays industrialisés doivent absolument comprendre que nous avons vécu au dessus de nos moyens. Nous avons fait un emprunt sur l'avenir sans en avoir produit la contre-valeur dans l'économie réelle, et, à la longue, ça ne peut pas ne pas avoir de conséquences graves ». Elle s'inquiéta aussi de l'endettement « sidérant » que les marchés financiers, puis les gouvernements, ont accumulé.

C'est alors que le colloque dérapa : considérant que le problème n'était pas seulement dû à un mauvais fonctionnement du système financier, les "experts" se manifestèrent, répétant ce que résuma Stiglitz en affirmant que ce n'était pas uniquement à une défaillance des marchés financiers qu'on assistait, mais à quelque chose de beaucoup plus profond ; J.P. Fitoussi osa même mettre en doute la pérennité du système capitaliste : « le capitalisme est une forme d'organisation, historique et située, née des décombres de l'Ancien Régime. Ce qui signifie que son destin n'est pas écrit dans le marbre ». Pour lui, ce sont « les rémunérations extravagantes et l'explosion des inégalités qui ont conduit au dérèglement du système global » et « la crise financière n'est que le symptôme

d'une crise latente qui existait depuis le milieu des années 80, une crise de la répartition des revenus ».

On assista ensuite à une véritable séance d'autocritique du ministre (travilliste) des finances des Pays-Bas, W. Bos : « La première chose que j'ai faite pour montrer combien j'étais un leader socialiste moderne a été, en 2003, de rédiger une déclaration de principes. La façon de montrer au monde que le leader socialiste est moderne était d'effacer la ligne disant que les sociaux-démocrates devraient nationaliser les banques. C'est ce que j'ai fait. Ainsi, j'étais moderne... Et il y a deux mois, on a nationalisé les banques ! ». Plus fort encore, M. Bos a relativisé l'importance des troubles économiques : « La crise financière n'est pas le plus grave problème auquel fait face le système capitaliste. La crise climatique va progressivement devenir plus importante, et la crise alimentaire persiste, alors que nous n'avons toujours pas réussi à la régler. Ces deux crises sont beaucoup plus fondamentales que la durabilité du système capitaliste. Elles nous posent un défi moral immense, mais peuvent être intelligemment liées à la solution de la crise financière ».

Hervé Kempf résume dans son article ce que pourrait être le chemin du postcapitalisme : « réduction de la surconsommation par l'apurement de l'endettement ; justice sociale par réduction des inégalités ; internalisation des coûts environnementaux pour parer au défi écologique ». Remarquant qu'il n'aura finalement manqué dans ce colloque que « l'interrogation sur la propriété des moyens de production (les formes coopératives de production ne sont-elles pas plus efficaces que le modèle de l'entreprise privée ?) pour ouvrir la porte aux alternatives regrettées par M. Lamy ».

Optimiste, Hervé Kempf conclut : « Mais au train où la réalité fait évoluer les esprits, on peut penser que cette question encore provocatrice pénétrera bientôt les cénacles officiels ». Et pourquoi pas celle d'une économie distributive, Monsieur Kempf ?

[1] Le Monde, pas plus que le Financial Times, coorganisateur, ne pouvaient évidemment pas le passer sous silence. La radio et les grands média sont, pour la plupart, restés muets.

[2] Propos que je l'ai entendu tenir lors du colloque Reconsidérer la richesse, en 2002.